

L'Indonésie noie ses pauvres. Pouvoir municipal, groupes criminels et rumeurs populaires à Djakarta

Romain Bertrand (CERI, FNSP)

L'inondation de plusieurs quartiers de Djakarta à la suite de crues liées aux pluies de mousson, en janvier et février 2007, a fait plusieurs dizaines de morts et jeté dans les rues des milliers de sans-abri. Le problème, de l'avis même des autorités publiques, est structurel, et non pas seulement conjoncturel : chaque année, entre octobre et février, des quartiers entiers de la ville basse disparaissent sous les eaux en raison de dysfonctionnements du système public de tout-à-l'égout.

Cette année, la catastrophe a cependant atteint des proportions inégalées : 340 000 personnes ont été contraintes à abandonner en urgence leur domicile et à se réfugier dans des marchés couverts (ou, pour les plus riches, dans des hôtels de banlieue, dont les taux d'occupation ont frisé les 100 % au plus fort des inondations). Les quartiers populaires de Depok, Bekasi et Tangerang, où se concentrent la population ouvrière et les zones d'habitat miséreux, ont été les plus durement affectés, tandis que la crue soudaine de la rivière Ciliwung a dévasté les bidonvilles installés sur ses rives, emportant comme des fétus les cahutes de fortune bâties sur pilotis. Plusieurs artères du centre-ville ont dû être fermées à la circulation. Une campagne de soins d'urgence a dû être improvisée pour lutter contre la propagation de la diphtérie et des fièvres infectieuses provoquées par le dégorgement des eaux souillées. Les dégâts matériels sont d'ores et déjà estimés à plus de 400 milliards de rupiahs (34,2 millions d'euros) par les sociétés d'assurances. Au total, 75 % de la surface de la ville ont été touchés par les inondations à des degrés divers. Vingt-neuf personnes ont trouvé la mort dans des affaissements de terrain et plusieurs milliers ont contracté des maladies de peau et respiratoires liées au contact prolongé avec des eaux polluées, chargées de métaux lourds.

Ces inondations saisonnières alimentent traditionnellement de virulentes critiques

populaires à l'encontre des pouvoirs établis et des « nantis », qui vivent dans les condominiums surplombant la ville basse ou à Bogor, à deux heures du centre-ville, et n'ont donc rien à craindre de la montée des eaux. Chaque année, les autorités municipales promettent aux habitants une réfection rapide du système de drainage des canaux, où grouillent les rats et s'accumulent les ordures. Mais sans résultat. La dénonciation, par la population, de l'inaction des autorités et de la ségrégation spatiale des groupes les plus défavorisés a été d'autant plus vive, dans les années passées, qu'elle s'adressait invariablement au même homme : le gouverneur de Djakarta Sutiyoso. Commandant en chef adjoint des redoutables Forces spéciales de l'armée de terre (Kopassus) puis de la Région militaire du Grand Djakarta (Kodam Jaya) sous le régime autoritaire de l'Ordre Nouveau (1966-1998), Sutiyoso a été nommé à son poste civil en 1996 par Suharto en remerciement de sa participation aux actions de répression violente à l'encontre des fidèles de l'opposante Megawati Sukarnoputri (présidente de 2001 à 2004). Véritable *recordman* de la survie politique en situation de changement de régime, il a ensuite été confirmé dans ses fonctions par quatre présidents successifs. Adeptes des banderoles géantes qui incitent la population à « se discipliner » et à « rester [politiquement] calme », il est considéré comme « l'ennemi n° 1 du petit peuple » par les habitants des quartiers pauvres à cause de sa gestion répressive des vendeurs de rue, de sa politique de destruction à répétition des bidonvilles des abords de l'autoroute menant à l'aéroport Sukarno-Hatta, et de ses velléités d'interdiction des *becak* (cyclopousses) dans le centre-ville.

Il a en outre été régulièrement accusé par les associations de défense des droits des habitants des bidonvilles, comme le Consortium de lutte contre la pauvreté urbaine de l'avocate Wardah Hafidz, d'entretenir des liens coupables avec les grands barons de la criminalité organisée djakartanaise, tel le redoutable Tomy Winata, le « roi du jeu » (*raja judi*) de la capitale, avec lequel il s'affiche publiquement sans complexes. Ces accointances criminelles vont malheureusement plus loin encore. Par le biais du vice-gouverneur Fauzi Bowo, son dauphin désigné, Sutiyoso entretient des relations troubles avec le Front de la solidarité betawi (FKB) : une association de « défense de la communauté et de la culture betawi », qui chapeaute en réalité un réseau de clubs d'arts martiaux (*pencak silat*) où se recrutent des professionnels de la violence issus du monde de la rue. Le FKB fonctionne ainsi comme un gang criminel. Il est très régulièrement impliqué dans des rixes mortelles aux abords des marchés couverts et

des terminaux de bus, territoires de prédation privilégiés des *preman* (petits voyous), qui y prélèvent auprès des vendeurs et des conducteurs une « taxe de protection » (*uang pengamanan*). En mai dernier, une bataille de rue (*bentrokan*) entre le FKB et un gang betawi adverse (l'Association de la famille betawi, IKB) pour le contrôle du racket au marché de Kebayoran Lama a fait deux morts, obligeant la police à déployer 200 hommes dans le quartier. En avril 2005, une bataille rangée entre le FKB et un gang de *preman* bantenois (le BPPKB) dans le quartier des docks de la Sungai Bambu à Tanjung Priok (nord de Djakarta) avait fait six blessés graves.

Le FKB est dirigé par Fadloli El Muhrir, qui a toujours eu des contacts officieux étroits avec la municipalité. On le trouve ainsi en 1996 à la tête d'un groupe de « casseurs » anti-Megawati, chargés en sous-main par le commandement militaire de la capitale de faire déguerpir les militants rebelles du Parti démocratique indonésien, retranchés dans leur QG du centre de Djakarta pour protester contre la nomination à la tête du parti d'un homme de paille, Surjadi – et sur lesquels les unités d'élite de l'armée de terre finirent par ouvrir le feu, le 27 juillet, faisant plusieurs dizaines de morts. On le retrouve, en 2002, exhortant ses troupes de « tatoués » à caillasser les locaux du Consortium de lutte contre la pauvreté urbaine, qui avait eu l'impudence de déposer plainte contre Sutiyoso auprès du Tribunal de Djakarta afin d'attirer l'attention sur les expulsions illégales de locataires pauvres et les passages à tabac d'enfants des rues par des membres des corps supplétifs de sécurité. Indécent hommage du vice à la vertu, le même Fadloli, quêtant le parrainage des principaux mouvements islamiques conservateurs, a apporté en 2006 son soutien à un projet ultra-répressif de loi contre la pornographie, vilipendant les « femmes impudiques » qui défilaient pour dénoncer les atteintes à leurs libertés. Étonnante profession de foi pour un chef de bande qui a installé son QG dans les quartiers rouges de la capitale, et dont les hommes de main sont majoritairement issus du monde des petits proxénètes de Tanah Abang...

En se présentant comme une association de défense des « coutumes » des Betawi, le FKB joue en sus sur la corde sensible de l'autochtonie. Les Betawi sont en effet censés être les descendants en ligne directe des habitants de la petite principauté portuaire de Jacatra, conquise par les Hollandais en 1619. Des associations comme l'Organisation culturelle betawi réclament depuis une dizaine d'années des « droits et privilèges exclusifs » en vertu de cette ascendance proclamée. La revendication de

ce statut de primo-occupants de Djakarta s'accompagne aussi de flambées de haine xénophobe à l'encontre des migrants installés – souvent de longue date – dans la capitale. Le FKB s'en prend ainsi d'autant plus aisément à des gangs adverses qu'il en stigmatise les identités « ethniques », fustigeant notamment les Madourais et les Bantenois.

La fin prochaine du mandat de Sutiyoso augure-t-elle toutefois de la cessation de ces liaisons dangereuses entre pouvoir municipal et groupes criminels ? La chose est d'autant moins sûre que le principal prétendant au titre, le fonctionnaire Fauzi Bowo, est le secrétaire-général du Groupe de la communauté betawi (Bamus), association subventionnée par la municipalité et qui compte parmi ses partenaires... le FKB. Phénomène plus inquiétant encore, Bowo a enfourché le balai de l'autochtonie pour mobiliser les électeurs en vue du scrutin municipal. Dans un *spot* télévisé diffusé sur les chaînes locales, le célèbre acteur Rano Karno – né à Sumatra ! – affirme : « En tant que betawi d'origine, je voterai pour Bowo ». La course au vote « ethnique » des 27 % de Betawi de la capitale s'est ainsi accélérée. Fadloli El Muhir s'est pour l'heure rangé du côté du seul adversaire de Bowo, Adang Darajatun, afin de faire monter les enchères. Mais quel que soit le vainqueur du scrutin, le mal est déjà fait : le recours au vocable de la différence « ethnique » et de l'autochtonie s'est insinué au cœur de la vie publique municipale. Et l'on voit mal comment, après avoir courtisé le FKB et ses parrains, le nouveau gouverneur pourrait refuser de continuer à fermer les yeux sur leurs activités délictueuses.

Il est donc rien moins qu'étonnant que l'incapacité des services techniques de la municipalité à répondre au problème des inondations de mousson soit fréquemment interprétée comme le signe patent d'une collusion entre les réseaux de pouvoir du gouverneur et de puissants groupes de pression occultes. T. Winata avait ainsi été soupçonné d'avoir fait incendier le marché aux textiles de Tanah Abang, en février 2003, afin de pouvoir le revendre plus aisément au prix du simple mètre carré à des entrepreneurs immobiliers complices, puis d'avoir soudoyé la police et la commission d'experts de la municipalité chargée de l'enquête sur les origines du sinistre. Dans l'esprit des « petites gens » des quartiers pauvres de Djakarta, un sinistre de grande envergure, qu'il s'agisse d'un incendie ou d'une inondation, ne peut finalement être que suspect, parce qu'imputable aux agissements clandestins d'élites qui sacrifient le

bien-être des plus démunis sur l'autel de leurs propres intérêts. En cas de sinistre, la rumeur court aussi vite que les rats sur les trottoirs de la capitale. Le président a ainsi dû démentir, par la voix de son porte-parole puis du vice-président Yusuf Kalla, la rumeur selon laquelle il avait ordonné au gouverneur Sutiyoso de « faire fermer les portes de l'écluse de Manggarai afin de protéger Menteng (quartier huppé du centre de Djakarta) et le palais présidentiel des inondations », au risque de laisser le niveau des eaux croître dans l'ouest de la ville basse. « Laissons le palais être inondé [s'il le faut] ; le plus important, ce sont les gens », a déclaré avec emphase Y. Kalla pour couper court à la rumeur.

Ce n'est pas le moindre des paradoxes de la *reformasi* (le processus de libéralisation politique entamé à compter de la chute du général Suharto en mai 1998) que de voir prospérer les systèmes de pouvoir politico-criminels à l'ombre des urnes. Certes, la capitale connaît cette année, pour la première fois dans son histoire, une élection de son gouverneur au suffrage universel. Mais les conditions mêmes du scrutin invitent à se défier par avance de son résultat : des enquêtes ont révélé que 21% des inscrits sur les listes étaient des “électeurs fantômes”. Djakarta est une ville dans laquelle des défunts et des enfants de 5 ans disposent d'une carte d'électeur. Par ailleurs, les transactions collusives entre élus, fonctionnaires municipaux et groupes criminels se renouvellent d'autant plus facilement que le système judiciaire refuse de se saisir des plaintes qui les dévoilent. Pour autant, les quartiers miséreux ne sont pas inactifs politiquement – soit qu'ils se mobilisent en faveur de leurs droits sur le mode de la résistance aux agents (souvent corrompus) des forces de l'ordre, soit que leurs dirigeants officiels monnayent leur pouvoir d'influence auprès des partis en période de campagne, soit enfin que leurs habitants acceptent de jouer le jeu courageux de l'accusation que leur proposent des associations comme le Consortium de lutte contre la pauvreté urbaine. Mais pris entre l'énonciation ethnique de leurs identités et le déni élitiste de leur autonomie idéologique, les “petites gens” de Djakarta n'ont finalement que rarement droit à une parole en nom propre.